DELIBERATION N° 93

OBJET : CREATION D'UNE COMMISSION DE SUIVI DE L'EVOLUTION DE LA CONCESSION DU RESEAU DE CHALEUR ET DESIGNATION DES MEMBRES

Le Conseil,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121.22 ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ou loi Grenelle II ;

Considérant que la loi citée plus haut renforce les enjeux de maîtrise des consommations d'énergétiques, performances énergétiques et du développement des énergies renouvelables ;

Considérant que ces réseaux de chaleur représentent une composante indispensable pour le développement de la chaleur renouvelable et qu'il convient de consolider le pouvoir et la responsabilité de la collectivité maîtrise d'ouvrage du réseau ;

Considérant que la mise en place de cette commission s'inscrit dans les dispositifs de la loi du Grenelle II en introduisant des évolutions importantes en termes de gouvernance dans les procédures de débats publics et d'informations au public,

Considérant le protocole d'accord transactionnel avec la Société de Distribution de Chaleur de Clichy (SDCC), dont le siège social est situé : Tour Pleyel – 153 boulevard Anatole France - 93521 Saint-Denis ;

Considérant l'article 6 du protocole susvisé relatif à la création d'une commission de suivi de l'évolution de la concession ;

Considérant que le chauffage urbain ressort aujourd'hui comme un service dont le prix suscite de fortes préoccupations,

Considérant la volonté de municipalité de Clichy d'intégrer la question du chauffage urbain dans le cadre des principe de gouvernance mis en place à Clichy pour associer largement les parties concernées et impliquées par les enjeux techniques, financiers, environnementaux et sociaux relatifs au réseau de chaleur ;

Considérant enfin que cette commission permettra ainsi une plus grande transparence et une réelle concertation de l'ensemble des acteurs qui sont au cœur des approches territoriales et environnementales,

Considérant que cette commission associe aussi bien des élus que des représentants des différentes catégories d'usagers ;

Considérant que la Société SDCC s'engage à communiquer à la commission de suivi de la concession toutes les informations utiles et, notamment, celles relatives aux tarifs, aux travaux et aux investissements réalisés dans le cadre de la concession ;

Vu l'avis de la commission compétente ;

Le rapporteur entendu,

Après en avoir délibéré :

Article 1^{er} : CRÉE une commission de suivi de l'évolution de la concession du réseau de chaleur.

Article 2 : ELIT, sur le principe de la représentation proportionnelle, les six représentants titulaires et les six représentants suppléants du Conseil Municipal suivants, en sus de M. le Maire, Président de droit ou de son représentant :

COMMUNE DE CLICHY LA GARENNE
CONCESSION DE DISTRIBUTION URBAINE DE CHALEUR

AVENANT N°3

**A la Convention Relative à la Construction et à
l'Exploitation du Réseau de Chauffage Urbain
sur le Territoire de la Commune de Clichy La
Garenne**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de CLICHY LA GARENNE, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, sis, représentée par son Maire, Monsieur Gilles CATOIRE, autorisé aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 30 août 2011.

Ci-après dénommée « la Collectivité »

D'UNE PART,

ET :

La Société de Distribution de Chaleur de Clichy (SDCC), société par actions simplifiée au capital de 1 208 776 Euros, dont le siège social est sis 21 rue Fournier, 92100 Clichy-La-Garenne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° B 652 026 436, représentée par son Directeur Général, Monsieur Grégoire de CHILLAZ dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommée « le Concessionnaire »

D'AUTRE PART.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Dans le cadre de la modification des conditions techniques et économiques et conformément à l'article 25 du Cahier des Charges de la Concession de Distribution Urbaine de Chaleur, les parties conviennent de revoir certaines dispositions de la Convention Relative à la Construction et à l'Exploitation du Réseau de Chaleur.

EN CONSEQUENCE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent avenant a pour objet :

- la modification des modalités de calcul de la redevance versée par le concessionnaire à la Ville

ARTICLE 2 - REDEVANCE

L'article 4 de la Convention de Concession est modifié comme suit :

L'article 4 dans son deuxième alinéa est remplacé par :

- Le Concessionnaire s'engage à verser à la Ville une redevance de contrôle forfaitaire annuelle de 50 000 € HT (valeur avril 2011)
- Cette redevance de contrôle sera révisée annuellement selon la formule suivante :

$$\text{Re devance} = \text{Re devance}_0 \left(0,15 + 0,40 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0,20 \frac{FSD2}{FSD2_0} + 0,25 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

ARTICLE 3 - DATE DE PRISE D'EFFET

Le présent avenant entre en vigueur à l'expiration du délai de deux mois à compter de la notification par le Concédant au Concessionnaire de l'accomplissement de toutes les formalités nécessaires au contrôle de légalité.

ARTICLE 4 - AUTRES STIPULATIONS

Toutes les autres stipulations de la Convention de Concession et des Avenants à cette Convention demeurent inchangées pour autant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent Avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

COMMUNE DE CLICHY LA GARENNE
CONCESSION DE DISTRIBUTION URBAINE DE CHALEUR

AVENANT N°9

**Au Cahier des Charges de la Convention Relative
à la Construction et à l'Exploitation du Réseau de
Chaleur sur le Territoire de la Commune de
Clichy La Garenne**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de CLICHY LA GARENNE, ayant son siège à l'Hôtel de Ville, sis, représentée par son Maire, Monsieur Gilles CATOIRE, autorisé aux fins des présentes par la délibération du Conseil Municipal en date du 30 août 2011.

Ci-après dénommée « la Collectivité »

D'UNE PART,

ET :

La Société de Distribution de Chaleur de Clichy (SDCC), société par actions simplifiée au capital de 1 208 776 euros, dont le siège social est sis Tour Pleyel – 153 boulevard Anatole France – 93521 Saint Denis, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° B 652 026 436, représentée par son Directeur Général, Monsieur Grégoire de CHILLAZ dûment habilité aux fins des présentes.

Ci-après dénommée « le Concessionnaire »

D'AUTRE PART.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » précise qu'une délégation de service public peut être prolongée lorsque le délégataire est contraint de réaliser de nouveaux investissements matériels de nature à modifier l'économie générale du contrat de DSP et si ces investissements sont justifiés par l'utilisation nouvelle ou accrue d'énergies renouvelables (si la durée de la DSP restant à courir avant son terme est supérieure à trois ans).

Suite aux audits commandés par la Ville de Clichy et conformément à l'article 25 du Cahier des Charges de la Concession, la Collectivité et le Concessionnaire conviennent de procéder en 2011 au réexamen des tarifs.

EN CONSEQUENCE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent avenant a pour objet :

- la réalisation une chaufferie biomasse de 5 MW,
- la révision des puissances souscrites,
- la mise en place d'une tarification unique et rééquilibrage de la structure binomiale,
- la définition des conditions d'alimentation du réseau nord de Levallois,
- la mise à jour du périmètre des biens concédés,
- la définition du montant de la redevance pour l'occupation du terrain de la centrale.

ARTICLE 2 - REALISATION D'UNE CHAUFFERIE BIOMASSE

2.1 Les travaux sont réalisés aux frais et risques du Concessionnaire en sa qualité de seul maître d'ouvrage et comprennent :

- La création d'un nouvel outil de production biomasse, d'une puissance de 5 MW thermique, sur l'emprise foncière de l'actuelle chaufferie sise 21 rue Fournier à Clichy.

Le montant prévisionnel des investissements, financés par le Concessionnaire est de 4.913.000 euros HT (valeur avril 2011).

La mise en service industrielle est prévue le 1^{er} janvier 2014, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives (permis de construire, arrêté d'exploiter) dans les 12 mois suivant la signature de cet avenant.

Le programme détaillé et le coût des travaux figurent en annexe 1 du présent Avenant.

Le coût définitif des investissements sera validé par les parties dans les deux mois qui suivent la réception de la chaufferie.

2.2 Taux d'énergies renouvelables

Le Concessionnaire s'engage à garantir sur le réseau de chaleur de Clichy un taux d'énergies renouvelables et de récupération annuel supérieur à 50% à compter de la mise en service industrielle.

2.3 Financement

Les travaux sont financés sur fonds propres ou par emprunts.

Le taux de financement sera arrêté à la réception des travaux de la chaufferie et pris en compte dans la formule de révision figurant en annexe 4.

ARTICLE 3 - REVISION DES PUISSANCES A SOUSCRIRE

L'article 13bis du Cahier des Charges de la Concession (modifié par l'avenant n°8) est supprimé.

Afin de tenir compte de la nouvelle répartition des charges, les puissances à souscrire sont révisées pour chaque Abonné.

Le nouveau tableau des puissances à souscrire par Abonné est annexé au présent avenant (annexe n°2) et sert de base à la facturation à partir du 1^{er} octobre 2011.

Le Concessionnaire, avec l'appui de la Collectivité, est chargé d'informer individuellement les Abonnés et de mettre en conformité leurs Contrat d'Abonnement par avenant avant le 1^{er} octobre 2011.

ARTICLE 4 - TARIFS

Cet article modifie le Chapitre III du Cahier des Charges de la Concession.

Les modifications ci-dessous ont pour objectifs :

- La mise en place d'une tarification unique (suppression des 2 tarifs de base et optionnel au bénéfice d'une tarification unique)
- Le rééquilibrage de la structure binomiale

4.1 TABLEAUX RECAPITULATIFS DES PRIX DES TERMES TARIFAIRES

Le texte de l'article 21 relatif au prix de la chaleur – tarif de base est remplacé par ce qui suit :

Le terme R1 correspond aux charges énergétiques

Le terme R2 correspond aux charges d'exploitation et d'investissement.

4.1.1 Tarifs jusqu'à la mise en service industrielle de la chaufferie bois

Date de valeur : Avril 2011

Termes R1 – Energie

Désignation			P.U HT
Energie gaz	R1G ₀	(€/MWh)	47,15
Energie vapeur	R1V ₀	(€/MWh)	57,96
Energie FOL	R1F ₀	(€/MWh)	96,20
	R1	(€/MWh)	53,7

Terme R2 – Abonnement

Désignation		P.U HT
Abonnement		
Charges de fonctionnement	R21	23,75
Amortissement	R22	13,95
R2 = R21 + R22		(€/kW/an) 37,7

4.1.2 Indexation des tarifs.

L'article 21 du cahier des charges de Concession tel que modifié par les avenants 1 à 8 est complété comme suit :

Energie

La mise à jour des tarifs se fait selon le mix énergétique suivant (au 1^{er} octobre 2011) :

Energie = 42,2% Gaz + 57% Vapeur + 0,8% Fioulliourd

Conformément à l'article 22 du Cahier des Charges, « sur proposition détaillée du Concessionnaire transmise au Concédant au plus tard, le 31 décembre de l'année en cours, le Concédant et le Concessionnaire se rapprochent pour fixer d'un commun accord au plus tard le 31 janvier, les proportions (...) de MWh qu'il est prévu de produire respectivement à partir de combustibles (...), ainsi que les enlèvements prévisionnels nécessaires au calcul du prix. Faute d'accord entre le Concédant et le Concessionnaire, les proportions sont celles de la saison précédentes ».

Energie variera en fonction des prix des combustibles définis en l'annexe 4.

Abonnement :

Sa répartition est effectuée selon les nouvelles puissances à souscrire par Abonné, décrites à l'article 2

Les éléments d'indexation des tarifs **Energie** et **Abonnement** sont repris en détail dans l'annexe 4 jointe au présent avenant.

Les nouveaux tarifs définis dans le présent Avenant rentreront en application le 1^{er} octobre 2011 pour la première phase et le 1^{er} janvier 2014 pour les tarifs liés à la mise en service industrielle de la chaufferie bois.

4.1.3 Tarifs à compter de la mise en service industrielle de la chaufferie bois

Date de valeur : Avril 2011

Termes R1 – Energie

	Désignation		P.U HT
Energie gaz	R1G ₀	(€/MWh)	54,84
Energie vapeur	R1V ₀	(€/MWh)	57,96
Energie bois	R1Bois ₀	(€/MWh)	32,59
Energie FOL	R1 FOL	(€/MWh)	95,67
	R1	(€/MWh)	52,27

Terme R2 – Abonnement

	Désignation		P.U HT
Abonnement			
Charges de fonctionnement	R21		37,47
Amortissement	R22		4,79
	R2 = R21 + R22	(€/kW/an)	42,26

4.1.4 Indexation des tarifs.

L'article 21 du cahier des charges de Concession tel que modifié par les avenants 1 à 8 est complété comme suit :

Energie

La mise à jour des tarifs se fait selon le mix énergétique suivant (au 1^{er} octobre 2011) :

Energie = 21,9% Bois + 6,5% Gaz + 71,4% vapeur + 0,2% FOL

Conformément à l'article 22 du Cahier des Charges, « sur proposition détaillée du Concessionnaire transmise au Concédant au plus tard, le 31 décembre de l'année en cours, le Concédant et le Concessionnaire se rapprochent pour fixer d'un commun accord au plus tard le 31 janvier, les proportions (...) de MWh qu'il est prévu de produire respectivement à partir de combustibles (...), ainsi que les enlèvements prévisionnels nécessaires au calcul du prix. Faute d'accord entre le Concédant et le Concessionnaire, les proportions sont celles de la saison précédentes ».

Energie variera en fonction des prix des combustibles définis en l'annexe 4.

Abonnement :

Sa répartition est effectuée selon les nouvelles puissances à souscrire par Abonné, décrites à l'article 2

Les éléments d'indexation des tarifs **Energie** et **Abonnement** sont repris en détail dans l'annexe 4 jointe au présent avenant.

4.1.5 Subventions

Les tarifs ci-dessus sont calculés hors subvention.

L'intégralité des subventions perçues dans le cadre de la réalisation de la chaufferie bois viendra directement minorer le tarif des Abonnés par une baisse du terme R2 proportionnelle au montant réellement perçu. L'intégration des subventions se fait selon la formule suivante :

$$R2 \text{ avec subventions} = R2 - \frac{\text{subvention} / \text{années}}{PS}$$

dans laquelle :

R2 : terme **Abonnement** au 1^{er} janvier 2014, en € HT/ kW

Subvention : montant de subventions attribuées à la date de la mise en service industrielle.

Années : nombre d'années restant à courir à compter de la mise en service industrielle de la chaufferie bois, soit 21 années pleines et 9/12 de la dernière année.

PS : somme des puissances souscrites au 1^{er} janvier 2014.

Le terme subvention n'est pas révisé.

4.2 MODIFICATION DE L'ARTICLE 21 bis

L'article 21 bis est supprimé.

4.3 MODIFICATION DE L'ARTICLE 24 ter

L'article 24 ter est supprimé.

4.4 MODIFICATION DE L'ARTICLE 24 quater

L'article 24 quater est supprimé.

ARTICLE 5 – MONTANT DE LA REDEVANCE POUR OCCUPATION DU TERRAIN DE LA CENTRALE

Conformément aux articles 3 de la Convention et 9 du Cahier des Charges de la Concession, le montant de la redevance annuelle d'occupation du terrain de la centrale, versée par la SDCC à la Ville, est fixée à 5 000 € HT/ an.

Cette redevance sera indexée suivant la même formule que le R21.

ARTICLE 6 - ALIMENTATION DU RESEAU NORD DE LEVALLOIS

A la condition expresse que toutes les obligations du contrat soient remplies, le Concessionnaire est autorisé à secourir le réseau nord de Levallois au prix de 96,85 € HT/ MWh (valeur avril 2011).

Ce prix sera indexé suivant la même formule que le R21.

ARTICLE 7 – MISE A JOUR DES BIENS CONCEDES

Les installations suivantes, financées par la SDCC, sont ajoutées aux ouvrages de la concession comme biens de retour :

- La chaufferie bois de 5 MW,
- La canalisation de la rue de Neuilly (de l'angle des rues Pelloutier et Castérès jusqu'à la limite du territoire communal),
- L'antenne d'alimentation C650 situé sur la Ville de Clichy,
- La chambre C618.

ARTICLE 8 – ECHEANCE DE LA CONCESSION

L'article 2 du Cahier des Charges de Concession est remplacé par ce qui suit :

L'article L.114-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, introduit par la loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » précise qu'une délégation de service public peut être prolongée lorsque le délégataire est contraint de réaliser de nouveaux investissements matériels de nature à modifier l'économie générale du contrat de DSP si ces investissements sont justifiés par l'utilisation nouvelle ou accrue d'énergies renouvelables (si la durée de la DSP restant à courir avant son terme est supérieure à trois ans).

Afin d'amortir les investissements décrits à l'article 2 du présent Avenant, l'échéance du contrat de Concession est portée au 30 septembre 2035.

ARTICLE 9 – ECHEANCE ANTICIPEE DE LA CONCESSION

En cas d'échéance anticipée de la Concession, pour quelque motif que ce soit, la Collectivité doit au Concessionnaire :

- le capital restant dû des investissements,
- les frais directement engagés par le Concessionnaire pour la bonne exécution du contrat et non encore couverts à la date de prise d'effet de la résiliation,
- les frais de rupture des contrats conclus pour la bonne exécution du présent contrat, sauf substitution de la Collectivité ou d'un nouvel exploitant.

- ainsi que, si la fin anticipée du contrat procède de la volonté unilatérale de l'administration pour motif d'intérêt général ou encore de sa faute, une indemnité correspondant à l'intégralité des bénéfices manqués et des pertes subies. En cas de fautes partagées, le montant du préjudice causé par la faute du concessionnaire sera déduit de l'indemnité due par la Commune et correspondant à l'intégralité des bénéfices manqués et des pertes subies.

Les sommes dues au Déléataire lui sont versées dans les deux mois à compter de la date de fin anticipée du contrat de concession

ARTICLE 10 – REVISION DU PRIX DE LA CHALEUR

L'article 25 du Cahier des Charges de Concession est modifié comme suit :

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, le niveau des tarifs du Concessionnaire d'une part, et la composition des formules de révision y compris les parties fixes d'autre part, pourront à la demande de l'une ou de l'autre des parties, être soumis à réexamen sur production par le Concessionnaire des justifications nécessaires et notamment des comptes d'exploitation, dans les cas suivants :

1/ Tous les cinq ans, soit en 2016, 2021, 2026 et 2031.

2/ Si les ouvrages confiés au Concessionnaire ou leur développement sont modifiés en importance et qualité de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat.

3/ Si le réseau est classé avec obligation de raccordement.

4/ En cas de changement de source d'énergie modifiant de façon sensible l'équilibre financier du contrat.

5/ Si l'ensemble des puissances souscrites ou les quantités d'énergie vendue aux abonnés de la Ville de Clichy corrigées des variations climatiques ont varié de plus de 10% en moins ou de 20% en plus par rapport à celles du mois d'avril 2011.

6/ En cas d'évolution importante de la réglementation technique, notamment dans le cas où elle oblige le Concessionnaire à des investissements supplémentaires.

7/ En cas de modifications importantes des conditions d'exploitation, notamment destinées à faire des économies d'énergie, ou si le montant des impôts et redevances à la charge du Concessionnaire varie de façon sensible.

Lors de la mise en jeu de cette clause, et à titre provisoire, le Concessionnaire établit sa facturation et en perçoit le montant sur la base des conditions économiques antérieures.